

Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 22 février 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "supprimant certains conseils de prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant de nouveaux conseils de prud'hommes", a donné le 5 avril 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e Februari 1954 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende afschaffing van sommige werkrechtshraden, wijziging van het rechtsgebied van sommige andere en instelling van nieuwe werkrechtshraden", heeft de 5e April 1954 het volgende advies gegeven :

Le projet de loi a pour but :

- 1° de supprimer les conseils de prud'hommes de Tubize, Tielt, Audenarde, Dour, Fontaine-l'Evêque, Andenne et Fléron;
- 2° de créer des conseils de prud'hommes à Herentals, Dixmude, Ath, Thuin, Waremmes, Malmédy, Neerpelt, Arlon, Libramont, Marche , et d'en fixer le ressort;
- 3° de créer un conseil de prud'hommes d'appel à Hasselt et Arlon, et d'en fixer le ressort;
- 4° de modifier le ressort des conseils de prud'hommes de Turnhout, Bruxelles, Louvain, Nivelles, Vilvorde, Wavre, Bruges, Courtrai, Ostende, Roulers, Ypres, Alost, Renaix, Binche, Charleroi, Lessines, Mons, Pâturages, Tournai, Liège, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Hasselt, Auvélais, Namur.

Le Conseil d'Etat observe que si le projet devient une loi, il existera cinquante conseils de prud'hommes, et que le ressort de trente-cinq d'entre eux sera fixé par cette loi.

Le Conseil d'Etat constate que les dispositions qui créent des conseils de prud'hommes et en fixent le ressort et les sièges, sont fragmentaires et nombreuses.

Les ressorts des conseils de prud'hommes qui ne sont pas modifiés par le présent projet sont actuellement fixés par l'arrêté royal du 3 octobre 1843 (Termonde), l'arrêté royal du 26 juillet 1846 (Auvélais), la loi du 31 mai 1859 (Mouscron), la loi du

12 juillet 1913 (Soignies), la loi du 1er août 1922 (Philippeville), et la loi du 25 juin 1927 (Comblain-au-Pont, Dinant, Eecloo, Eupen, Gand, Hal, La Louvière, Malines, Saint-Nicolas et Verviers) : il y aura donc pour ce qui concerne le ressort des conseils de prud'hommes seulement, sept dispositions dont la première date du 3 octobre 1843.

Une coordination des dispositions en vigueur serait donc particulièrement utile.

Elle pourrait être faite par la loi selon le plan suivant :

CHAPITRE 1er. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Article 1er.-

Il existe des conseils de prud'hommes à ...

Article 2.-

Les conseils de prud'hommes de ... sont supprimés.

Article 3.-

Le ressort des conseils de prud'hommes est fixé comme suit : ...

CHAPITRE II. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL.

Article 4.-

Il existe des conseils de prud'hommes d'appel à ...

Article 5.-

Le ressort des conseils de prud'hommes d'appel est fixé comme suit : ...

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.Articles 6 et 7.-

(articles 5 et 6 du projet).

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.Article 8.-

(article 7 du projet modifié).

Article 9.-

(article 8 du projet).

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES.Article 10.-

(abrogatoire).

Article 11.-

(article 9 du projet).

+

+ +

L'article 6 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes impose lors

.../...

de la constitution d'un conseil de prud'hommes ou de la détermination de son ressort, la consultation préalable des conseils communaux des communes du ressort et de la députation permanente, ainsi que des associations professionnelles de patrons, d'ouvriers et d'employés.

Le Conseil d'Etat a été saisi le 20 janvier 1954 d'un projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926. L'article 2 de ce projet remplace les consultations prévues à l'article 6 par la consultation des "associations professionnelles les plus représentatives des employeurs et des travailleurs".

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que la Commission nationale pour l'étude des problèmes relatifs à la formation des conseils de prud'hommes, créée par l'arrêté royal du 12 juin 1951, a seule été consultée.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, bien que cette commission comprenne des représentants des associations professionnelles les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, sa consultation ne satisfait pas aux conditions prévues par l'article 6 de la loi du 9 juillet 1926, tel qu'il est actuellement rédigé, ni aux conditions qui seraient celles de cet article si le projet de loi précité était adopté.

+

+ +

.../...

L'article 8 du projet porte que :

"Le mandat des conseillers près les conseils de prud'hommes institués aux articles 3 et 4, prend fin en même temps que ceux conférés à la suite des élections prud'hommales du 10 décembre 1950".

Le Conseil d'Etat relève que si les dernières élections prud'hommales ont eu lieu, pour la plupart, le 10 décembre 1950, il n'en a pas été ainsi pour les membres employeurs du conseil de prud'hommes de première instance de Liège, non plus que pour les conseillers prud'hommes d'appel.

Le Conseil d'Etat propose pour l'article 8 du projet une rédaction qui tient compte de cette observation.

+
+ +

Enfin, le Conseil d'Etat relève que si le présent projet apporte à la législation existante de nombreuses modifications, celles-ci sont implicites; il propose en conséquence d'insérer un article contenant les abrogations que le texte postule.

Si le Gouvernement ne se rallie pas aux propositions de coordination faites par le Conseil d'Etat, la rédaction suivante, qui contient des modifications de pure forme, pourrait être adoptée pour l'ensemble du projet:

CHAPITRE 1er . CONSEILS DE PRUD'HOMMES.Article 1er.-

Les conseils de prud'hommes de Tubize, Tielt, Audenarde, Dour, Fontaine-l'Evêque, Andenne et Fléron sont supprimés.

Article 2.-

Des conseils de prud'hommes sont institués dans les communes de Herentals, Dixmude, Ath, Thuin, Malmédy, Waremme, Neerpelt, Arlon, Libramont et Marche.

Article 3.-

Les ressorts des conseils de prud'hommes de Herentals, Turnhout, Bruxelles, Louvain, Nivelles, Vilvorde, Wavre, Bruges, Courtrai, Dixmude, Ostende, Roulers, Ypres, Alost, Renaix, Ath, Binche, Charleroi, Lessines, Mons, Pâturages, Thuin, Tournai, Liège, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Hasselt, Neerpelt, Arlon, Libramont, Marche, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

(...)..

CHAPITRE II. CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL.Article 4.-

Des conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les communes de Hasselt et d'Arlon.

.../...

Ces conseils étendent leur juridiction, respectivement sur les conseils de prud'hommes de première instance des provinces de Limbourg et de Luxembourg.

CHAPITRE III.- DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Article 5.-

... (article 5 du projet) ...

Article 6.-

... (article 6 du projet) ...

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 7.-

Par dérogation aux articles 1er, 3 et 4 de la présente loi, toutes les contestations régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont tranchées par le juge qui en est régulièrement saisi.

Article 8.-

Le mandat des conseillers prud'hommes des conseils institués par les articles 2 et 4 prend fin en même temps que les mandats des conseillers actuellement en fonctions.

.../...

Article 9.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 4 de l'arrêté royal du 28 décembre 1843 relatif à la composition du conseil de prud'hommes de la ville de Bruges;
- 2° l'article 1er de la loi du 31 mai 1859 portant institution de conseils de prud'hommes dans diverses localités des provinces de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et de Liège, en tant qu'il concerne les conseils de prud'hommes de Tielt et Audenarde;
- 3° l'article 2 de la loi du 1er juillet 1860 qui établit un conseil de prud'hommes dans la commune de Tournai;
- 4° la loi du 14 juin 1873 portant modification du ressort du conseil de prud'hommes de Tournai;
- 5° l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 10 octobre 1908 instituant un conseil de prud'hommes à Fléron;
- 6° l'article 1er de la loi du 20 septembre 1911 établissant des conseils de prud'hommes à Malines, Turnhout, Forest, Hal, Nivelles, Saint-Josse-ten-Noode, Tubize, Vilvorde, Andenne, Lessines, Comblain-au-Pont, Jemeppe et Dinant, en tant qu'il concerne les conseils de prud'hommes de Tubize, Andenne et Lessines, et l'article 2 de la même loi, pour ce qui concerne le conseil de prud'hommes de Lessines;
- 7° a) l'article 1er de la loi du 12 juillet 1913 instituant un conseil de prud'hommes à Wavre, à Fontaine-l'Evêque, à Binche et à Mons et

modifiant les ressorts des conseils de prud'hommes d'Ostende, de Dour, de La Louvière, de Pâturages, de Charleroi et de Soignies, en tant qu'il concerne le conseil de prud'hommes de Fontaine-l'Evêque;

- b) l'article 2, 2°, de la même loi;
- c) l'article 3 de la même loi, en ce qui concerne les conseils de prud'hommes d'Ostende, Dour et Charleroi;
- d) l'article 12 de la même loi, en tant qu'il concerne le conseil de prud'hommes de Dour;

8°a) l'article 2 de la loi du 25 juin 1927 supprimant certains conseils de prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant un conseil de prud'hommes à Hasselt, en ce qui concerne les conseils de prud'hommes de Turnhout, Bruxelles, Louvain, Nivelles, Tubize, Vilvorde, Wavre, Courtrai, Roulors, Tielst, Ypres, Alost, Audenarde, Renaix, Binche, Mons, Pâturages, Fléron, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Liège, Andenne, Auvelais et Namur;

- b) l'article 11, alinéa 2, de la même loi;
- c) l'article 12 de la même loi.

Article 10.-

Les articles 2 et 4 entrent en vigueur six mois après la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Het ontwerp heeft tot doel :

- 1° de werkrechtersraden te Tubeke, Tielst, Oudenaarde, Dour, Fontaine-l'Evêque, Andenne en Fléron af te schaffen ;
- 2° werkrechtersraden in te stellen te Herentals, Diksmuide, Aat, Thuin, Borgworm, Malmedy, Neerpelt, Aarlen, Libramont en Marche, en het rechtsgebied er van te bepalen ;
- 3° werkrechtersraden van beroep in te stellen te Hasselt en te Aarlen, en het rechtsgebied er van te bepalen;
- 4° het rechtsgebied te wijzigen van de werkrechtersraden te Turnhout, Brussel, Leuven, Nijvel, Vilvoorde, Waver, Brugge, Kortrijk, Oostende, Roeselare, Ieper, Aalst, Ronse, Binche, Charleroi, Lessen, Bergen, Pâturages, Doornik, Luik, Hoei, Jemeppe-sur-Meuse, Hasselt, Auvclais en Namen.

De Raad van State merkt op dat, indien het ontwerp wet wordt, vijftig werkrechtersraden zullen bestaan, en dat het rechtsgebied van vijf en dertig daarvan door deze wet zal zijn bepaald.

Hij constateert dat de bepalingen, waarbij werkrechtersraden worden ingesteld en het rechtsgebied en de zetel er van worden bepaald, fragmentair en talrijk zijn.

De rechtsgebieden der werkrechtersraden, die door het onderhavige ontwerp niet worden gewijzigd, zijn thans bepaald bij het koninklijk besluit van 3 October 1843 (Dendermonde), het koninklijk besluit

.../...

van 26 Juli 1846 (Auvélais), de wet van 31 Mei 1859 (Moeskroen), de wet van 12 Juli 1913 (Zinnik), de wet van 1 Augustus 1922 (Philippeville) en de wet van 25 Juni 1927 (Comblain-au-Pont, Dinant, Eeklo, Eupen, Gent, Halle, La Louvière, Mechelen, St-Niklaas en Verviers) : alleen wat het rechtsgebied van de werkrechtshraden betreft, zullen er dus zeven teksten zijn, waarvan de eerste van 3 October 1843 dagtekent.

Een coördinatie van de geldende bepalingen zou dus wel zeer nuttig zijn.

Zij zou door de wet kunnen worden verricht volgens het volgende schema :

HOOFDSTUK I. - WERKRECHTERS RADEN.

Artikel 1.-

Er bestaan werkrechtshraden te ...

Artikel 2.-

De werkrechtshraden te zijn afgeschaft.

Artikel 3.-

Het rechtsgebied van de werkrechtshraden wordt als volgt bepaald : ...

HOOFDSTUK II. - WERKRECHTERS RADEN VAN BEROEP.

Artikel 4.-

Er bestaan werkrechtshraden van beroep te ...

.../....

Artikel 5.-

Het rechtsgebied van de werkrechtcrsraden van beroep wordt als volgt bepaald : ...

HOOFDSTUK III.- BIJZONDERE BEPALINGEN.Artikelen 6 en 7.-

(artikelen 5 en 6 van het ontwerp).

HOOFDSTUK IV.- OVERGANGSBEPALINGEN.Artikel 8.-

(gewijzigd artikel 7 van het ontwerp).

Artikel 9.-

(artikel 8 van het ontwerp).

HOOFDSTUK V.- SLOTBEPALINGEN.Artikel 10.-

(opheffing).

Artikel 11.-

(artikel 9 van het ontwerp).

+

+ +

Krachtens artikel 6 van de wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtcrsraden moeten, bij de vorming van een werkrechtcrsraad of bij de vaststelling van dezes rechtsgebied, vooraf worden gehoord : de gemeenteraden der binnen het rechtsgebied gelegen gemeenten, de bestendige deputatie en de beroepsverenigingen van patroons, van werklieden en van bedienden.

Op 20 Januarij 1954 is bij de Raad van State een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 9 Juli 1926 aanhangig gemaakt. Artikel 2 van dit ontwerp vervangt de in artikel 6 voorgeschreven raadplegingen door de raadpleging van de "meest representatieve beroepsverenigingen der werkgevers en der werknemers".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is alleen de bij koninklijk besluit van 12 Juni 1951 ingestelde nationale commissie voor het bestuderen van de vraagstukken betreffende de inrichting van de werkrechtshraden gehoord.

De Raad van State is van oordeel dat met de raadpleging van deze commissie, ofschoon daarin vertegenwoordigers van de meest representatieve beroepsverenigingen der werkgevers en der werknemers zitting hebben, niet voldaan is aan de voorwaarden gesteld bij artikel 6 van de wet van 9 Juli 1926, zoals dit thans is geredigeerd noch aan de voorwaarden welke dit artikel zou stellen indien het zoëven genoemde ontwerp van wet goedgekeurd zou worden.

+

+ +

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :

"De opdracht der werkrechtshraden der werkrechtshraden ingesteld bij de artikelen 3 en 4 eindigt tegelijk met deze toegekend ingevolge de werkrechtshraadsverkiezingen van 10 December 1950.".

De Raad van State merkt op, dat de laatste werkrechtshraadsverkiezingen wel voor het grootste

.../...

deel de 10e December 1950 hebben plaatsgehad, maar dat dit niet het geval is geweest voor de werkgevers-leden van de werkrechttersraad van eerste aanleg te Luik, noch voor de werkrechtters in beroep.

Voor artikel 8 van het ontwerp stelt de Raad van State een lezing voor, die met deze opmerking rekening houdt.

+

+ +

Tenslotte merkt de Raad van State op dat de talrijke wijzigingen, welke het onderhavige ontwerp in de bestaande wetgeving aanbrengt, alle impliciet zijn; daarom stelt hij een artikel voor met de opheffingen welke de tekst veronderstelt.

Indien de Regering zich niet met deze voorstellen tot coördinatie kan verenigen, kan voor het ontwerp in zijn geheel de volgende lezing, die alleen vormwijzigingen behelst, worden aangenomen :

HOOFDSTUK I. - WERKRECHTERSRADEN.

Artikel 1.-

De werkrechttersraden te Tubeke, Tielt, Oude-naarde, Dour, Fontaine-l'Évêque, Andenne en Fléron zijn afgeschaft..

Artikel 2.-

Werkrechttersraden worden ingesteld te Herentals, Diksmuide, Aat, Thuin, Malmedy, Borgworm, Neerpelt, Aarlen, Libramont en Marche.

.../...

Artikel 3.-

Het rechtsgebied van de werkrechtersraden te Herentals, Turnhout, Brussel, Leuven, Nijvel, Vilvoorde, Waver, Brugge, Kortrijk, Diksmuide, Oostende, Roeselare, Ieper, Aalst, Ronse, Aat, Binche, Charleroi, Lessen, Bergen, Pâturages, Thuin, Doornik, Luik, Hoei, Jemeppe-sur-Meuse, Hasselt, Neerpelt, Aarlen, Libramont, Marche, is bepaald overeenkomstig de onderstaande tabel :

(. . .) .

HOOFDSTUK II. - WERKRECHTERS RADEN VAN BEROEP.Artikel 4.-

Werkrechtersraden van beroep worden ingesteld in de gemeenten Hasselt en Aarlen.

De rechtsmacht van deze raden strekt zich onderscheidenlijk uit over de werkrechtersraden van eerste aanleg der provinciën Limburg en Luxemburg.

HOOFDSTUK III.- BIJZONDERE BEPALINGEN.Artikel 5.-

... (artikel 5 van het ontwerp) ...

Artikel 6.-

... (artikel 6 van het ontwerp) ...

.../...

HOOFDSTUK IV. - OVERGANGSBEPALINGEN.Artikel 7.-

In afwijking van de artikelen 1, 3 en 4 van deze wet worden alle betwistingen, die vóór de inwerking-treding van deze wet regelmatig zijn ingediend, berecht door de rechter bij wie zij regelmatig aanhangig zijn.

Artikel 8.-

Het mandaat van de werkrechters der bij de artikelen 2 en 4 ingestelde raden neemt een einde tegelijk met de mandaten van de thans fungerende werkrechters.

Artikel 9.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 December 1843 betreffende de samenstelling van de werkrechters-raad van de stad Brugge ;
- 2° artikel 1 van de wet van 31 Mei 1859 houdende instelling van werkrechtersraden in verschillende gemeenten van de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Luik, voor zover het de werkrechtersraden te Tielt en te Oudenaarde betreft ;
- 3° artikel 2 van de wet van 1 Juli 1860 houdende instelling van een werkrechtersraad in de gemeente Doornik ;
- 4° de wet van 14 Juni 1873 tot wijziging van het rechtsgebied van de werkrechtersraad te Doornik ;
- 5° artikel 1, eerste lid, van de wet van 10 October 1908 houdende instelling van een werkrechtersraad te Fléron ;

.../...

- 6° artikel 1 van de wet van 20 September 1911 tot oprichting van werkrechtssraden te Mechelen, Turnhout, Vorst, Halle, Nijvel, St-Joost-ten-Noode, Tubeke, Vilvoorde, Andenne, Lessen, Comblain-au-Pont, Jemeppe en Dinant, voor zover het de werkrechtssraden te Tubeke, Andenne en Lessen betreft, en artikel 2 van dezelfde wet voor zover het de werkrechtssraad te Lessen betreft ;
- 7° a) artikel 1 van de wet van 12 Juli 1913 tot instelling van een werkrechtssraad te Waver, te Fontaine-l'Evêque, te Binche en te Bergen en tot wijziging van de gebieden der werkrechtssraden te Oostende, te Dour, te La Louvière, te Pâturages, te Charleroi en te Zinnik, voor zover het de werkrechtssraad te Fontaine-l'Evêque betreft ;
- b) artikel 2, 2°, van dezelfde wet ;
- c) artikel 3 van dezelfde wet, voor zover het de werkrechtssraden te Oostende, Dour en Charleroi betreft ;
- d) artikel 12 van dezelfde wet, voor zover het de werkrechtssraad te Dour betreft ;
- 8° a) artikel 2 van de wet van 25 Juni 1927 tot opheffing van sommige werkrechtssraden, tot wijziging van het rechtsgebied van sommige andere en tot oprichting van een werkrechtssraad te Hasselt, ~~wat~~ de werkrechtssraden te Turnhout, Brussel, Leuven, Nijvel, Tubeke, Vilvoorde, Waver, Kortrijk, Roeselare, Tielt, Ieper, Aalst, Oudenaarde, Ronse, Binche, Bergen, Pâturages, Fléron, Hoei, Jemeppe-sur-Meuse, Luik, Andenne, Auvélais en Namen betreft ;

.../...

b) artikel 11, tweede lid, van dezelfde wet;

c) artikel 12 van dezelfde wet.

Artikel 10.--

De artikelen 2 en 4 treden in werking zes maanden nadat deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du	
de Heren :		Conseil d'Etat,	président
		eerste-voorzitter van	
		de Raad van State,	voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation
F. VAN GOETHEM,	bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
 adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Minis-
uitgifte afgeleverd aan de H. Mi-
tre du Travail et de la Prévoyance sociale.
nister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1954. De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMAYN.